

# Avis à nos technocrates...

362-363 - Christian Ziccarelli - Il n'est pas inintéressant de se plonger dans les rapports des technocrates de la santé, même si parfois les termes utilisés sont très loin du terrain et difficilement compréhensibles.

Prenons l'exemple des derniers avis de la Conférence Nationale de la Santé. On y apprend que pour limiter la crise, avant toute décision, il est nécessaire d'en étudier la valeur ajoutée (une « lapalissade » !). Il faut mailler les acteurs de terrain en faisant la promotion d'équipe territoriale (?) de santé incluant les aidants, en fait créer un comité d'alerte réunissant professions de santé et patients pour détecter les inégalités de soins. Il faut associer solidarité des financements et des pratiques (explication : si votre voisin prend des antibiotiques, il faut lui expliquer qu'une telle prescription augmente les résistances : cherchez le fautif !). Il faut récompenser les professionnels qui acceptent la régulation de leur installation (comment ?). Les « usagers » ne sont pas oubliés. S'ils respectent le parcours de soins, ils doivent pouvoir bénéficier de tarifs opposables ou de dépassements maîtrisés. A ce propos, il n'y a pas un mois où les droits des usagers ne font pas l'objet d'un rapport. Ne l'oubliez pas, Messieurs les rapporteurs, nos patients ont aussi des devoirs (combien de rendez-vous ne sont pas honorés alors que nous avons des délais de rendez-vous de plus en plus longs !).

Sujet particulièrement brûlant, comment faire face à la désertification ? Nos politiques ont trouvé la solution. Il suffit de construire dans le moindre village des maisons de santé aboutissant parfois à des « gabegies » financières, souvent sans tenir aucun compte de l'avis des professionnels de terrain. Encore faut-il qu'il y ait des médecins ! Pas de problème on augmente le numerus clausus, bel effet d'annonce, mais inefficace dans l'immédiat. Il y a plus de 20 ans ces grands devins avaient imaginé qu'en le fermant la Sécurité Sociale allait faire des économies. On voit aujourd'hui les résultats d'une telle décision (une ville du Centre de la France - un bassin de vie de 50 000 habitants - n'a plus un seul cardiologue hospitalier ou libéral). Trouver un emploi pour le conjoint d'un médecin est l'une des raisons majeures de cette désaffection pour les villes de moyenne importance. La réponse n'est pas évidente, pour notre spécialité, la

création de maisons pluridisciplinaires avec cabinets secondaires est certainement l'une des solutions. Des financements sont possibles via les ARS, encore faudrait-il une réflexion commune avec les professionnels de santé de terrain pour proposer des solutions souples pragmatiques et adaptées à la vraie vie.